
Documents sauvegardés

Mercredi 7 février 2024 à 9 h 11

1 document

Par Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

L'Histoire	1 octobre 2023 A hauteur d'enfants ... à lire avec la Déclaration des droits, s'exercer à la guerre avec des fusils en bois... En filigrane, dans les sources, la vie, bouleversée, des enfants de l'an II. ...	3
------------	---	----------

Documents sauvegardés



© 2023 L'Histoire. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 7 février 2024 à UNIVERSITE-PARIS-I-PANTHEON-SORBONNE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20231001-SHI-51204801

Nom de la source

L'Histoire

Type de source

Presse • Magazines et revues

Périodicité

Mensuel ou bimensuel

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Dimanche 1 octobre 2023

L'Histoire • no. 512

• p. 48

• 2951 mots

Vivre sous la Terreur



Page 48

A hauteur d'enfants

Par Côme Simien

Apprendre à lire avec la Déclaration des droits, s'exercer à la guerre avec des fusils en bois... En filigrane, dans les sources, la vie, bouleversée, des enfants de l'an II.

De la journée du 31 mai 1793 le graveur Tassaert a sans doute livré l'image la plus célèbre (*cf. p. 49*). On y voit quelques députés girondins sur le perron de la Convention. Une foule immense leur fait face, celle des militants du Paris sectionnaire (les fameux « sans-culottes »), qui réclament leur exclusion de l'Assemblée. Ce jour-là, les Girondins tiennent. A un fil, mais ils tiennent. Deux jours encore et ils seront emportés. Abandonnons la scène centrale. Ce qui nous intéresse se situe tout à gauche, derrière la maman et ses nouveau-nés. Là, un garçon, de 10 ans peut-être, une pique à la main, essaie d'approcher au plus près des députés. Dix ans, donc, et déjà témoin autant qu'acteur de la Révolution.

C'est le point de vue de ce petit garçon que l'on aimerait raconter. Pourquoi ? Parce que l'enfance permet de rappeler combien la Révolution ne s'est résumée ni à ses militants ni aux victimes et à leurs bourreaux, ni même à une mutation du droit et des pouvoirs. L'enfance permet de comprendre la profondeur sociale de l'événement, de saisir la force

d'une période-tempête qui bouleversa un pays dont près de la moitié des 28 millions d'habitants avait moins de 20 ans. Et puis, l'enfance, bien sûr, est une manière de penser l'avenir. Or, la Révolution s'est beaucoup projetée vers ses lendemains. Mobilisant jusqu'au trop-plein la symbolique des âges, elle a fait de l'enfance l'espérance de ses futurs heureux.

A l'école de la Révolution

S'il fallait nommer le petit garçon de l'insurrection, on pourrait l'appeler Jean Poinsard, qui fut, dans le Paris de 1793, un enfant de chair et de sang. De Jean nous savons très peu, comme de la plupart des vies minuscules : un nom (donc), un âge (11 ans en 1793), un quartier (celui du Châtelet). Nous savons enfin qu'il allait à l'école, comme plus de 13 500 enfants du Paris de l'an II. La capitale comptait alors plus de 240 instituteurs et institutrices. Ceux de Jean s'appelaient Lemaire et Aubert. Leur école, qui était gratuite puisqu'elle était destinée aux enfants modestes du quartier, accueillait 260 élèves. Et c'est ainsi, par ce lieu, l'école, où Jean était appelé le matin et l'après-midi au son du roule-

ment de tambour (la cloche était prosaïque, en 1793), par cette école qu'il fréquentait cinq jours par semaine (sauf le jeudi et le dimanche), et bientôt huit jours par décade (sauf le *quintidi* et le *décadi*), par cette école des humbles du centre de Paris, que l'on peut commencer à habiller le quotidien d'une vie d'enfant de 1793.

L'école d'Aubert et de Lemaire était républicaine. Toutes ne l'étaient pas. Des enseignants hésitants, voire rétifs aux temps nouveaux, ont existé, même en l'an II, même dans la capitale, quoique l'on sache assez peu de choses sur eux - en 1793, une telle conduite incitait à rester discret. Une certitude, cependant : l'école des Arcis, celle du petit Jean, n'était pas de ces écoles timorées à l'égard de la Révolution. Ici, la république avait franchi le seuil de la classe, elle y était entrée avec fracas, et avait tout renversé sur son passage. Fréquenter l'école de la rue Saint-Bon quand on avait 11 ans, c'était vivre la Révolution.

Lemaire et Aubert avaient en effet transformé leurs classes en petite république. Ils étaient convaincus (c'était dans l'air

Documents sauvegardés

du temps) que l'expérience sensible et exaltante de la citoyenneté valait mieux que 1 000 leçons pour faire naître dans l'enfant un républicain authentique. La Révolution, il est vrai, avait précisément donné cette mission à l'école : former les citoyennes et les citoyens de demain. Et il y eut plus d'un pédagogue comme Lemaire et Aubert pour tenter de concrétiser l'idée. Les deux instituteurs subdivisèrent donc leurs élèves en 5 départements, élisant chacun des représentants pour former une assemblée de 25 membres qui régissait la vie de l'école en la dotant de ses propres lois. Cette assemblée nommait également des élèves pour rendre compte aux autorités de leurs activités scolaires. Et c'est comme cela que nous avons fait la connaissance de Jean Poinard : par un discours.

Le 10 frimaire an II (30 novembre 1793), Jean était debout, à la tribune de la Convention. Il avait été missionné pour déclarer aux députés de la nation que les **enfants** de sa classe s'étaient « *organisés constitutionnellement* », qu'ils venaient de retirer des murs de leur école tout ce qui pouvait rappeler un culte quelconque, qu'ils y avaient installé le drapeau tricolore, qu'ils attendaient le buste de Lepeletier (le député assassiné le 20 janvier 1793 pour avoir voté la mort du roi). Il annonçait enfin que les écoliers des Arcis apprendraient à lire, à l'avenir, non plus dans les catéchismes, mais dans la Déclaration des droits de l'homme, et qu'ils s'exerceraient au maniement des armes.

Nul doute que ce discours ait été encadré, contrôlé, qu'il fut moins spontané que préparé par les enseignants de Jean, et qu'il fut savamment mis en scène par les autorités et la presse. Restent les pratiques évoquées, qu'il faut prendre au sérieux. L'apprentissage de la lecture

dans la Déclaration des droits de l'homme, la disparition des signes de la foi et de ses catéchismes, les trois couleurs du drapeau, les petits exercices militaires avec des fusils de bois pour préparer les futurs citoyens-soldats, les discours aux accents révolutionnaires et la participation aux fêtes civiques ou la création de clubs pour faire débattre et délibérer les élèves entre eux : tout cela se retrouvait non dans toutes les écoles, certes, mais dans un nombre appréciable d'entre elles (à Paris ou ailleurs).

N'était-ce là, cependant, que l'affaire des petits garçons ? Certaines manifestations civiques leur étaient réservées : les exercices militaires ou les petits clubs. Mais, par centaines, des écolières participèrent aussi aux fêtes et tinrent discours devant les autorités². Le petit garçon à la pique de Tassaert avait peut-être une soeur. Et cette soeur pourrait avoir été Joséphine Fontanier, 12 ans en l'an II. Joséphine habitait sur la rive gauche, dans la section de l'Unité. Le 30 prairial an II (18 juin 1794), elle était devant l'assemblée générale de sa section pour lui offrir des morceaux de tissus qu'elle avait fabriqués avec sa soeur. Cette activité textile était en phase avec les normes sexuées de l'époque. Elle avait néanmoins un sens révolutionnaire (panser les soldats des armées républicaines) et elle permit à Joséphine de prendre la parole pour célébrer la gloire des Français « *debout pour défendre leur liberté* » et le rôle des **enfants** - celui de les y aider.

Jean, Joséphine et tous ceux de leur âge qui ont fait ce genre de choses ont investi l'espace public révolutionnaire. Ils contribuèrent ainsi, sciemment ou malgré eux, à la naissance d'un espace politique partagé entre les classes populaires et les élites républicaines. Et ils le firent

de bien d'autres manières encore. Qu'il suffise de penser aux banquets fraternels de 1793-1794. Des filles et des garçons s'assirent, en pleine rue, sur les places, autour de ces tables où l'on faisait la Révolution par la parole (on y entendait des récitations enfantines de la Déclaration des droits), par le chant (*Ça ira*, *La Marseillaise*), par la fête (dances, feux d'artifice), par l'alimentation (et sa symbolique de réciprocité, de pacification des relations entre voisins). Ces banquets nous rappellent ce que l'on sait depuis les travaux de Micah Alpaugh³ : si, pour les classes populaires, l'expression du désaccord et de la revendication politiques passa volontiers par la manifestation de rue, ce type de manifestation, en revanche, fut le plus souvent pacifique. Il y avait, dans l'usage de la non-violence, une stratégie consciente : établir un rapport de force tout en ouvrant un dialogue avec les autorités, afin de faire advenir en actes une forme de démocratie participative. Que les **enfants** y aient souvent pris part est à cet égard significatif. Cela faisait longtemps que les humbles avaient appris à placer femmes et **enfants** aux premiers rangs de leurs marches, puisque les forces policières ou militaires étaient plus hésitantes à ouvrir le feu sur eux.

Pourtant, parfois, la prise d'armes était là, comme le 31 mai 1793. Peut-être étaient-ils moins nombreux, les **enfants**, les jours d'insurrection (ce qui resterait à prouver). Il est en tout cas acquis que certains se joignirent à la geste émeutière. Cela se vit dès les premières heures de la Révolution. Il y eut des **enfants** parmi les morts de l'émeute Réveillon en avril 1789, comme il y eut des **enfants** parmi les « vainqueurs de la Bastille » au 14 juillet. Peu de temps après - mais un tout autre monde déjà -, dans la nuit du 9 au 10 thermidor

Documents sauvegardés

(27-28 juillet 1794), en ces heures qui marquèrent la chute de Robespierre et de ses amis politiques, quand tout Paris était sur le qui-vive, des forces fidèles à la Convention convergèrent vers la place de Grève, pour cerner l'Hôtel de Ville où étaient repliés l'Incorruptible, Saint-Just, Couthon et les autres. Parmi elles, la colonne des Gravilliers. Elle était menée par de curieux citoyens, hauts comme trois pommes. Des **enfants** en uniforme (bleu, blanc, rouge) et en armes. Ces **enfants** de Thermidor étaient élèves de la Société des jeunes Français, une école établie dans l'ancien prieuré Saint-Martin-des-Champs (et une petite république elle aussi), où ils étaient exercés, entre autres enseignements, au maniement des armes avec des fusils miniatures. Gageons que leur présence devait beaucoup à la personnalité de leur directeur, Léonard Bourdon, député et ennemi juré de Robespierre. Il y avait, pour lui, du prestige à gagner à faire collaborer ces **enfants** - ses écoliers - à la chute du « tyran ».

Pas d'enfant sur l'échafaud

Il y eut des **enfants** parmi les victimes de la Terreur dans les zones d'intense répression et de violences de masse - mais en très petit nombre et point sur l'échafaud. Ajoutons qu'il y en eut aussi parmi les familles les plus farouchement républicaines. Bara et Viala, avant que de devenir des mythes, furent des garçons bien réels. Viala, le moins connu des deux, mourut à 15 ans, au combat, contre les insurgés « fédéralistes » du Midi. Il avait fréquenté avant cela, lui le fils d'une famille jacobine, les écoles gratuites d'Avignon. On y avait créé un petit bataillon scolaire. Il en devint le commandant à 13 ans, défilant à sa tête lors des fêtes civiques. Au-delà du cas limite de l'enfant-martyr, pensons en-

core, parmi les « victimes », à ceux, garçons ou filles, qui firent un séjour en prison en raison du statut de leurs parents. Ce fut bien sûr le cas du Dauphin et de sa soeur. Ce fut aussi le cas d'**enfants** de députés républicains, en régions de guerre civile notamment (dans l'Ouest, ou dans Toulon tenu par les Anglais).

Il faut toutefois souligner combien, dans la trame des jours, les grands mouvements révolutionnaires furent minoritaires. Le reste, c'est-à-dire le quotidien, ressemblait à bien des égards à ce qu'Arlette Farge a décrit pour l'avant-1789 : des **enfants** courant les rues, seuls ou à plusieurs, de chez eux à l'école, de chez eux à un atelier où on les avait placés en apprentissage, de leur quartier à un autre pour rapporter des nouvelles (des prix, de la guerre), jouant en chemin, se baignant dans la Seine quand il faisait trop chaud, chapardant de la nourriture lorsqu'ils étaient trop pauvres et qu'ils avaient trop faim. Rien de tout cela n'a disparu en 1793, pas même le labeur des gamins (des villes ou des champs), la Révolution considérant qu'à 10 ou 12 ans un enfant était bien apte au travail - un principe élevé au rang de nécessité patriotique quand des dizaines de milliers de jeunes hommes servaient sous les drapeaux. Et pourtant, on se garderait bien d'écrire qu'à ce niveau-là aussi, celui du cours ordinaire des choses, rien n'avait changé depuis 1789.

Au Jardin des Plantes

Imaginons le spectacle, pour ces **enfants** qui avaient la rue et sa liberté pour royaume. Imaginons Jean Poinard à la sortie de son école. Plutôt que de rentrer chez lui ou d'assister aux débats de la Convention (ce que des **enfants** faisaient), il décide ce jour-là d'aller aux nouvelles, aux Tuileries peut-être, au

jardin du Luxembourg s'il a la bougeotte. Il traverse un bout de Paris. Banal. Banal car la vie continue, avec sa routine et ses exigences. Banal et pourtant la Révolution est là, partout, autour de lui. 1789 a déclenché une restructuration majeure de l'espace urbain parisien (celui qu'arpente l'enfant). Les « biens nationaux » saisis par les autorités (églises, monastères, presbytères, hôtels des nobles émigrés) représentent un tiers de la surface de la ville et beaucoup servent désormais à de tout autres choses qu'autrefois : entrepôts, salles de réunion, manufactures d'armes, filatures, boutiques, à moins que, vétustes, on ne soit en train de les démolir pour en récupérer les matériaux. La Révolution, ce fut aussi cela, pour un enfant comme Jean : un monde où tout changeait, jusque dans la morphologie du quotidien et de ses terrains d'exploration.

Imaginons maintenant que Jean Poinard soit allé dans l'un des jardins de Paris, avec ses parents. Peut-être sera-t-il allé au Jardin des Plantes, ci-devant « Jardin du Roi », « Jardin national » depuis le 10 juin 1793 et rouage majeur de la politique révolutionnaire d'instruction publique par son Muséum d'histoire naturelle, sa flore et sa ménagerie. Sur les dessins de Jean-Baptiste Hilaire, on voit dans ce jardin, en 1794, des familles avec des **enfants**. Ces fils et filles de Paris tiennent dans leurs mains de petits drapeaux aux trois couleurs nationales, des moulins à vent bleu, blanc, rouge (que l'on retrouve sur d'autres peintures d'époque) et un fusil de bois. Tout cela, c'est la Révolution à l'oeuvre qui, par ses minuscules détails, par ses symboles, ses objets, déploie sa force de renouvellement. Autre point de vue, même présence : un observateur de police qui passait par le Jardin des Plantes le 10 nivôse an II (30 décembre 1793)

Documents sauvegardés

écrit dans son rapport y avoir rencontré, ce jour-là, un enfant de 10 ans portant le bonnet rouge de la liberté.

Mais l'on voit aussi, sur les dessins d'Hilaire, quelques jeux de toujours : un chariot tiré par une petite bande de compères, des bouquets de fleurs cueillis ou achetés. Tous les **enfants** n'ont donc pas joué à la république, avec les symboles et les habits de ses militants, quand bien même ils jouaient en république, dans un décor changé de sens, de visage et de nom par la république. La Révolution n'a pas tout effacé. Des choses sont restées. Mais la Révolution est néanmoins arrivée jusque-là (l'enfance), et pouvait aussi atteindre par là (les objets, les lieux) la vie des plus jeunes en 1793.

Encadré(s) :

L'AUTEUR

*Maître de conférences en histoire moderne à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, **Côme Simien** a notamment publié *Le Maître d'école du village, au temps des Lumières et de la Révolution* (CTHS Éditions, 2023).*

Cachés dans les gravures

Les **enfants** sont des figures récurrentes des scènes de rue du XVIIIe-XIXe siècle, même si leur présence relève souvent du mode mineur - sur les marges, entre les jambes des adultes. On les a figurés car ils étaient des acteurs incontournables de la rue. Les images des années 1790 fonctionnent de même. Maints **enfants** se cachent dans les fêtes et insurrections révolutionnaires dessinées par Tassaert (*ci-dessus avec « L'Élimination des Girondins » , vers 1800*), Béricourt, Lesueur, Prieur, Berthault, Ja-

ninet... Ils y disent une possibilité : celle d'une présence de l'enfance (témoin ou agissante) au cœur de l'événement.

À SAVOIR

École gratuite et obligatoire

Le 29 frimaire an II (19 décembre 1793), la Convention adopte la loi (ou décret) Bouquier - du nom du député montagnard qui en a présenté le projet. Afin de contribuer à la « *régénération* » de la société, ce décret fait des écoles de la République des écoles « *publiques, gratuites et obligatoires* » (pour une période de trois ans à compter des 6-8 ans des **enfants**, garçons et filles). Instituteurs et institutrices devront délivrer un enseignement civique et républicain. Cette loi fut appliquée pendant quelques mois, à partir du printemps 1794, et connut un net succès sur le terrain.

À SAVOIR

Les orphelins de la Terreur

Le 8 avril 1794 le couperet s'abattit sur le col d'André Guizot, 27 ans, avocat protestant girondin le 20 avril, sur celui d'Étienne Pasquier, 57 ans, et celui de Mathieu-François Molé, 34 ans, tous deux conseillers au Parlement. Le 27 juin, ce fut le tour du prince Victor de Broglie, 37 ans, ancien président de la Constituante et général dans l'armée du Rhin : la bourgeoisie provinciale, la noblesse de robe, la noblesse d'épée. Leurs fils, réunis par ce deuil qui créa entre eux une mémoire et une sensibilité communes, ne s'en affirmèrent pas moins héritiers de 1790, dont ils s'efforcèrent d'enraciner les acquis : Étienne-Denis Pasquier, chancelier de

France, présida la Chambre des pairs durant toute la monarchie de Juillet (1830-1848), période pendant laquelle Victor de Broglie, Mathieu Molé et François Guizot furent ministres des Affaires étrangères et présidents du Conseil. Ainsi les orphelins de la Terreur furent-ils les parrains de la révolution libérale de 1830.

Laurent Theis

Note(s) :

Notes

1. Depuis le 24 novembre 1793, chaque mois est divisé en trois décades de dix jours. Les noms des jours de chaque décade dérivent de leur ordre numérique : *primidi, duodi, tridi, quartidi, quintidi, sextidi, septidi, octidi, nonidi, décadi*.

2. Cf. C. Fayolle, *La Femme nouvelle. Genre, éducation, Révolution, 1789-1830*, CTHS Éditions, 2017.

3. M. Alpaugh, *Non-Violence and the French Revolution. Political Demonstrations in Paris, 1787-1795*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

4. En avril 1789, à Paris, une émeute spontanée rassemble des milliers d'ouvriers, qui détruisent la manufacture de papiers peints de Réveillon, visé parce qu'il aurait assuré qu'un ouvrier peut vivre avec 15 sols par jour.